

Appel de textes et de collaboratrices

Argumentaire sur la culture du viol et les agressions sexuelles sur les campus collégiaux et universitaires dans une analyse intersectionnelle

Lors du Congrès annuel de l'ASSÉ, une campagne contre les agressions sexuelles et la culture du viol dans les établissements scolaires a été adoptée. Celle-ci s'inscrit dans une perspective intersectionnelle centrée sur les violences et les réalités vécues par les femmes autochtones, racisées, en situation de handicap, ainsi que les communautés queers et trans. Le mandat exact se trouve plus bas.

En ce sens, l'ASSÉ produit un argumentaire pour outiller les militantes locales dans leur travail de mobilisation. Celui-ci est coordonné par le Comité femmes. Afin de mener à bien sa réalisation, nous demandons la collaboration de militantes locales. Si cela vous intéresse, deux options s'offrent à vous :

1) vous pouvez vous impliquer à titre de collaboratrice que ce soit pour une aide ponctuelle, pour participer au processus de réflexion, à la recherche, à la rédaction et/ou à la révision. Pour faire part de votre volonté d'implication, vous pouvez nous contacter sur notre page Facebook (<https://www.facebook.com/femmesasse/>) ou à notre adresse courriel : comite-femmes@asse-solidarite.qc.ca

2) vous pouvez produire un texte qui sera publié dans l'argumentaire. Il peut s'agir d'une réflexion, d'un témoignage, d'un bilan local, etc. Nous privilégions la parole des survivantes et des femmes racisées, autochtones, en situation de handicap, lesbiennes, trans, et queers. La reconnaissance ou l'anonymat sera assuré, selon votre préférence.

Précision sur l'appel de texte

Votre texte peut porter sur les thématiques suivantes, ou sur d'autres :

- Réalités spécifiques marginalisées : Femmes racisées et/ou autochtones, communauté queer et trans, femmes en situation de handicap et/ou neuroatypiques;
- État de la situation (enquête sur les violences faites aux femmes autochtones, vague d'agressions sexuelles à l'Université Laval, situation/initiatives au local, consultations ministérielles, etc.);
- Manifestations/expressions de la culture du viol;
- Conséquences et impacts sur les survivantes;
- Restructuration des politiques des établissements scolaires en matière de gestion des violences à caractère sexuel;
- Mesure d'aide et de soutien aux survivantes;
- Réflexion sur la lutte contre la culture du viol et les agressions sexuelles (pratiques intersectionnelles, plan d'action, revendications, etc.)

Tel que précisé, ceci est une liste non-exhaustive, elle est seulement à titre indicatif. D'autres sujets peuvent être abordés en lien avec la proposition de campagne annuelle ci-joint.

Voici quelques normes de présentation à bien vouloir respecter afin de faciliter le travail de mise en page :

- Police : Times New Roman
- Taille : 12
- Interligne 1,5
- Marges : Normales ou standards

Afin de pouvoir partager le plus de textes possibles, le nombre de page maximum est fixé à 10 pages.

Vous avez jusqu'au vendredi 29 juillet 2017 à minuit pour envoyer votre texte à l'adresse courriel suivante. : comite-femmes@asse-solidarite.qc.ca

N'hésitez pas à prendre contact avec le comité femmes de l'ASSÉ pour de plus amples renseignements ou si vous avez des questions.

Solidairement

Le Comité femmes de l'ASSÉ

Proposition de campagne annuelle :

*Considérant l'importance de cet enjeu que nous vivons à tous les jours,
Considérant la culture du viol omniprésente,
Considérant le soutien trop souvent déficient que les établissements d'enseignement procurent aux survivantes,*

Que l'ASSÉ fasse une campagne nationale contre les agressions sexuelles et la culture du viol dans les établissements scolaires au Québec pour l'année 2017- 2018

Que l'ASSÉ appelle à une restructuration des politiques contre le harcèlement sexuel, des processus de dénonciation ainsi que des structures de soutien aux personnes survivantes dans les établissements scolaires.

Qu'en ce sens l'ASSÉ exige un réinvestissement massif dans le financement des universités et des cégeps de la part du gouvernement provincial, puisque dans la situation de coupures budgétaires actuelles, ce sont les services aux étudiants.es, dont les services aux personnes survivantes, qui sont les premiers touchés.

Qu'une perspective féministe intersectionnelle soit mise à l'avant-plan de ces revendications et donc, que le fait que la culture du viol touche particulièrement des femmes racisées soit traité comme un aspect essentiel et non accessoire de la campagne.

Que cette campagne inclut une analyse de la façon dont les communautés queers, les personnes aux identités de genre minoritaire et particulièrement les femmes trans sont ciblées à une fréquence disproportionnée par la violence basée sur le genre et la violence sexuelle.

Comme nous ne pouvons séparer la violence sexuelle des contextes coloniaux racisés, nous devons reconnaître ce que l'ASSÉ peut offrir en tant qu'organisation alliée, ainsi une approche féministe intersectionnelle doit activement appuyer le travail des mouvements existants suivants : Femmes autochtones assassinées ou disparues, mouvement trans, et le mouvement pour les vies des Noir-e-s.

Que cette campagne s'intéresse également à la situation des personnes en situation de handicap ou neuroatypiques.

Que l'ASSÉ ainsi que les associations membres offrent un soutien aux personnes victimes de violence sexuelle dans le cadre d'un stage d'un programme collégial ou universitaire.

Que des pressions soient mises de l'avant pour que les institutions post-secondaires reconnaissent ces victimes en tant qu'étudiantes et étudiants et que des ressources soient mises à leur disposition.

Que les militantes des comités féministes locaux soient mises à l'avant-plan dans le cadre de cette campagne.

Que l'ASSÉ se positionne pour :

- L'embauche d'intervenantes spécialisées en violences sexuelles dans tous les campus.
- La mise en place de CALACS dans tous les campus.
- La mise en place d'une éducation sexuelle féministe, diversifiée, anti-oppressive, non hétérosexiste dès l'école primaire.

Que l'ASSÉ dénonce le caractère opportuniste des institutions publiques lorsqu'elles se servent des campagnes « Ni viande, ni objet » ou « Sans oui, c'est non » d'abord pour se donner une bonne image, plutôt que d'engager de réels changements pour les survivantes, comme la mise en place de structures claires contre le harcèlement et les violences sexuelles.